



Paris, le 29 mars 2020

Lettre ouverte des éleveurs de bovins viande au Ministre de l'Agriculture

« *Donnez-nous les moyens de continuer à nourrir les Français !* »

Monsieur le Ministre,

Le 18 mars dernier, vous avez adressé ce message aux agriculteurs français : « *Nous comptons sur vous. Ne lâchez rien, continuez vos activités essentielles, indispensables. Vous participez pleinement à l'effort de la communauté nationale. En retour, l'Etat sera à vos côtés pour traverser cette période difficile.* »

Nous, éleveurs de bovins de race à viande, avons bien reçu ce message et sommes déterminés à contribuer à cet effort collectif pour proposer aux citoyens français, en quantité suffisante et à prix abordable, des viandes de qualité, issues d'un modèle d'élevage familial et à taille humaine, à l'origine de nombreux services rendus aux territoires et à l'environnement.

Car comme vous l'avez indiqué : sans notre travail quotidien, sur nos exploitations, « *aucune matière première, aucun produit transformé, aucun aliment ne peut parvenir dans l'assiette des français.* »

Seulement voilà, nous ne disposons plus depuis longtemps - et encore moins aujourd'hui - des moyens de remplir cette mission et d'en assurer la pérennité.

En effet, **la crise sanitaire que nous traversons vient mettre en lumière le véritable drame de notre secteur** : alors que la consommation de viandes bovines se tient, alors que les français veulent continuer à acheter nos produits, alors qu'avec la fermeture des collectivités et des restaurants, la grande distribution possède toutes les cartes en main pour tirer la production française vers le haut... le prix payé aux éleveurs reste beaucoup trop bas pour nous permettre de vivre de notre métier.

En cette période de crise où la solidarité et la protection de notre souveraineté alimentaire sont appelées de leurs vœux par le Chef de l'Etat, nous, éleveurs, sommes amenés à produire plus, pour vendre, toujours, nos animaux à un prix inférieur d'un euro du kilo, en moyenne, à notre coût de production.

Dans ces conditions et en dépit de notre détermination, vous, comme les Français, ne pourrez malheureusement plus très longtemps, Monsieur le Ministre, « *compter sur nous* ». Notre situation économique, beaucoup trop précaire, ne nous permettra pas de poursuivre « *nos activités essentielles* ».

.../...

F É D É R A T I O N N A T I O N A L E B O V I N E

Confédération Nationale de l'Élevage

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

Alors, nous vous lançons cet appel : aidez-nous ! Donnez-nous les moyens de continuer à nourrir les Français ! Comment ? **En instaurant, dans notre filière, pendant toute cette période d'état d'urgence sanitaire, pendant laquelle le poids de la grande distribution est encore renforcé et il est possible de déroger aux règles européennes, un prix minimum payé aux éleveurs à hauteur de notre coût de production.**

Nous avons, déjà, fait les calculs : en nous garantissant, pendant toute la période, l'euro du kilo qu'il nous manque pour continuer à produire, c'est une hausse théorique du prix consommateur de 15 centimes par steak qui correspondrait. **Une hausse que les distributeurs ou les industriels avec lesquels ils commercent pourraient s'engager à prendre sur leur marge.**

C'est comme cela qu'ils mèneraient, véritablement, la mission de « service public d'alimentation » qu'ils revendiquent auprès des citoyens, dans le contexte de crise que nous traversons !

En effet, nous le savons, les distributeurs, comme les industriels, ont les moyens de faire cet effort, pour la communauté nationale : alors que depuis 20 ans, le prix de la viande vendue aux consommateurs augmente chaque année de 3% sans qu'aucune hausse ne soit répercutée aux éleveurs, **industriels et distributeurs disposent d'une marge dans laquelle trouver les ressources leur permettant d'assurer la survie de notre production et l'autonomie alimentaire de notre pays, tout en préservant le pouvoir d'achat des Français.**

Nous savons, Monsieur le Ministre, pouvoir compter sur votre soutien.

Le Président,



Bruno DUFAYET